

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2738 — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mercredi

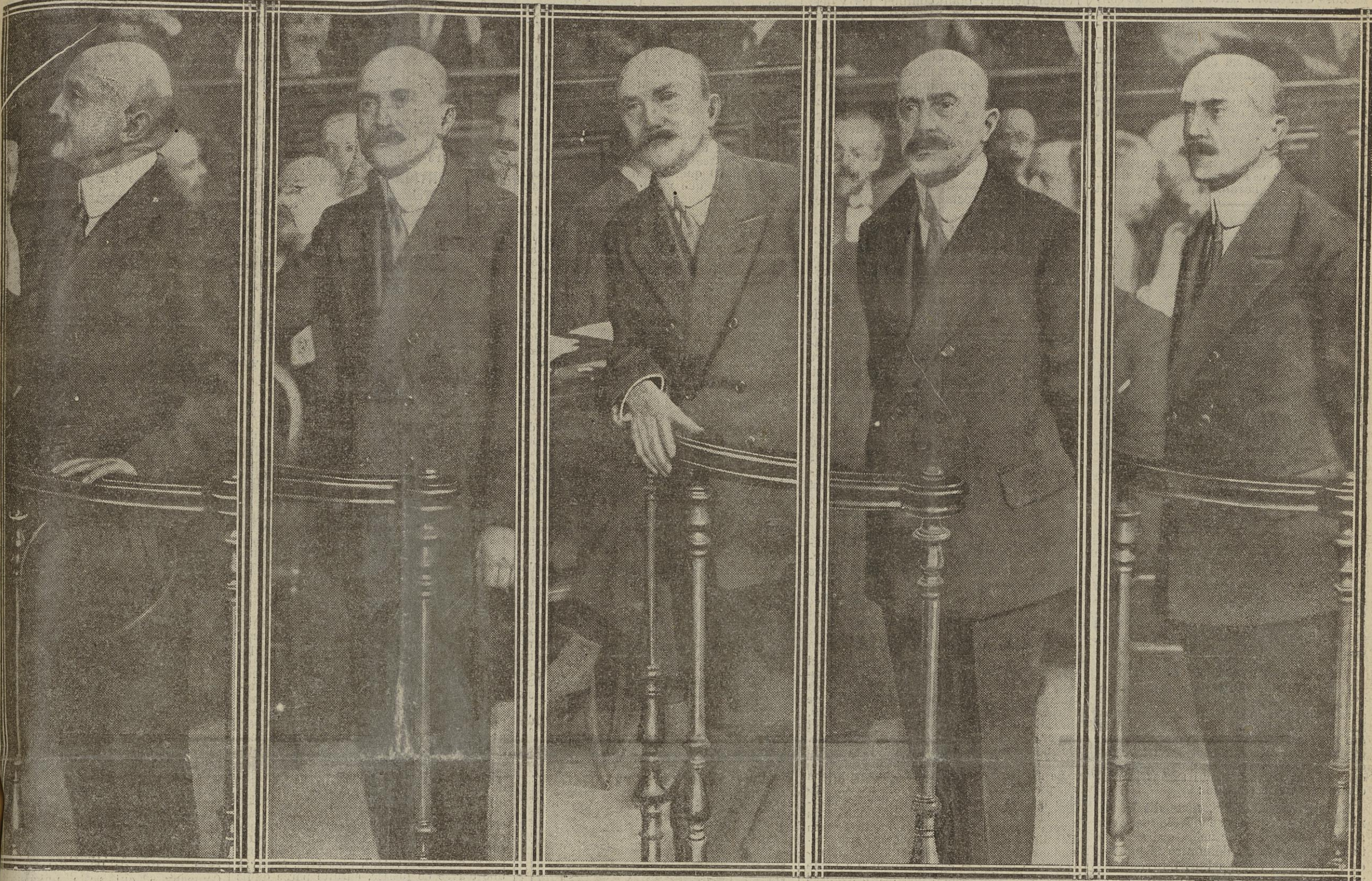
15

MAI

1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

M. CAILLAUX A ÉTÉ ENTENDU HIER DANS L'AFFAIRE DU "BONNET ROUGE"



QUELQUES ATTITUDES ET QUELQUES RÉPLIQUES DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL AU 3^e CONSEIL DE GUERRE

M. CAILLAUX, à Landau :

J'ai reçu, le mercredi de Quasimodo de l'année 1917, la visite de M. Landau, entre 11 heures et midi.

M. CAILLAUX, au président :

Mon colonel, je viens vous demander à mon tour si j'ai le droit de faire une déposition complète ?

M. CAILLAUX, au président :

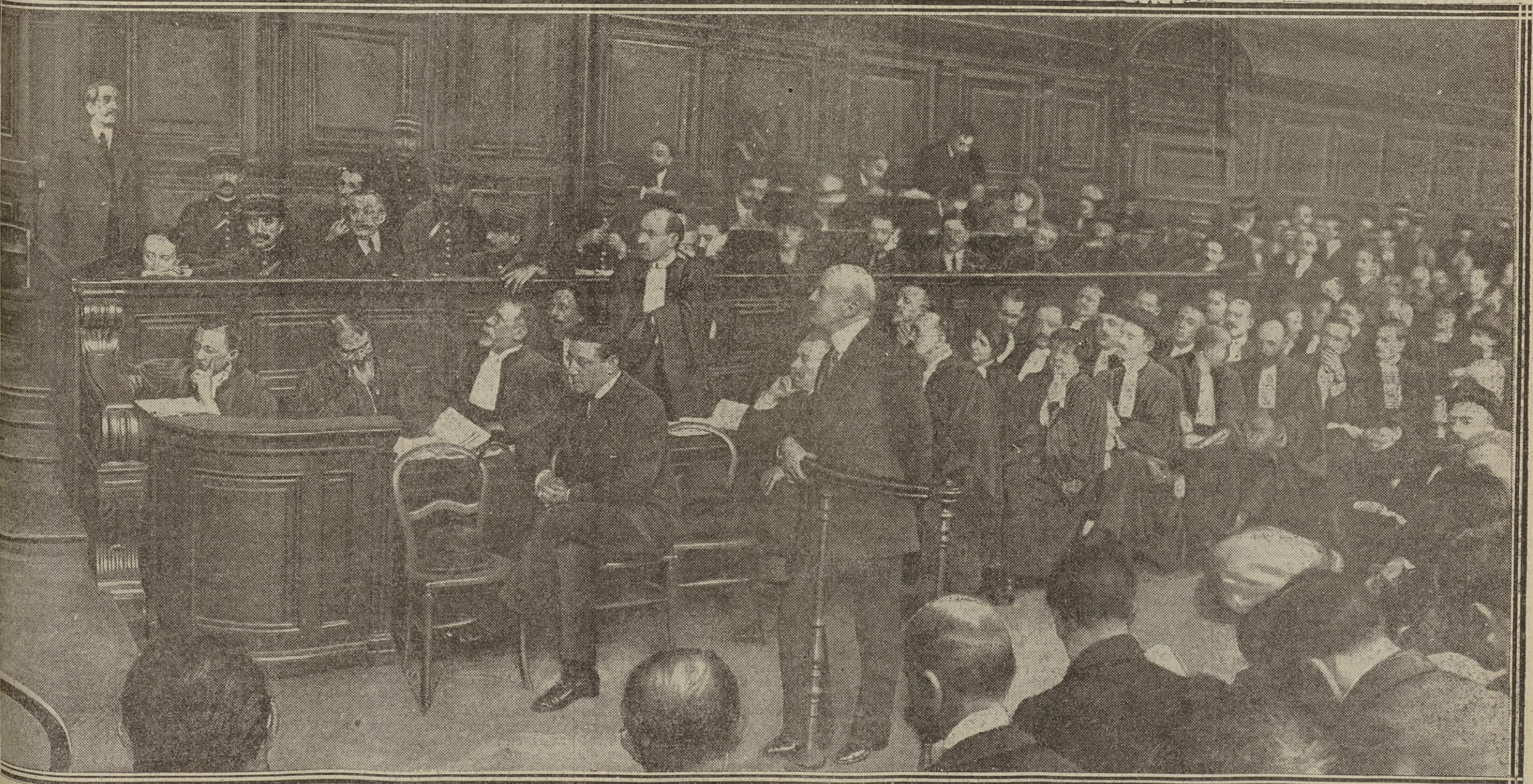
Vous pourrez toujours m'interrompre, si je dépasse la mesure ou si je sors de la question.

M. CAILLAUX, au président :

Depuis la guerre, je n'ai accordé ni fait accorder aucun concours pécuniaire au « Bonnet Rouge ».

M. CAILLAUX, à Marion :

J'affirme à M. Marion que je n'ai jamais prononcé le nom de Marx, de Mannheim, devant Landau.



M. JOSEPH CAILLAUX FAIT APPEL AU TÉMOIGNAGE DE LANDAU CONTRE LES ALLEGATIONS DE MARION

Hier matin, l'affaire du « Bonnet Rouge » a fait recette, et la salle rappelait les audiences les plus sensationnelles du procès Bolo. C'est que M. Caillaux, à la requête de Landau, devait venir déposer. L'ancien président du Conseil fit son entrée à 9 heures exacte-

ment. A 9 heures et demie, il se retirait. Voici, dans notre vue d'ensemble : Landau, debout, à gauche ; devant lui, Duval et Marion ; assis au-dessous d'eux, M. Leymarie ; à la barre, M. Caillaux ; enfin, tout à fait à droite, avec sa toque d'avocat, M^{re} Ceccaldi.

LA VIE INTELLECTUELLE DE LA FRANCE

LES CONCLUSIONS DE M. LAFFERRE
MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

"L'enseignement supérieur, nous dit le grand maître de l'Université, a un pressant besoin de se renouveler. Une place importante doit être faite aux applications de la science. Les Universités doivent s'adapter aux régions."

Les maîtres interrogés ont répondu. Les lecteurs d'Excelsior savent leur haute confiance dans les destins intellectuels de la France. Certes, on ne saurait, en l'occurrence, se laisser aller à l'optimisme nonchalant qui s'appuie sur le passé, ni penser que le foyer spirituel de notre pays, alimenté par nos penseurs, nos savants, nos écrivains et nos artistes, n'exige point qu'on en règle et qu'on en dirige le rayonnement. C'est vers ce but que tend l'effort des réformes incessantes.

Cela ressort clairement des réponses mêmes des maîtres de l'Université. Cela explique, en outre, les nobles et ardentes préoccupations des élèves, de ces « Compagnons » qui, hardiment, entreprennent



M. LAFFERRE
ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts
(Phot. Henri Manuel.)

d'ériger, pour le lendemain de la paix, l'Université nouvelle. L'heure sera grave, en effet, où toutes les activités se lèveront, où la concurrence déploiera tous ses moyens, où les domaines de l'intelligence et du travail, laissés en friche, appartiendront à ceux dont le geste sera le plus rapide, dont le regard sera le plus aigu, dont l'esprit sera le plus fécond.

LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE

Il faudra être prêts pour cette heure. Nous le serons. Nous en avons acquis l'assurance auprès de M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui nous a fait l'honneur de nous recevoir et qui, ayant attentivement suivi les articles d'Excelsior, veut bien nous faire les déclarations suivantes, qui seront la conclusion de notre enquête :

La vie intellectuelle, nous dit le ministre, ne peut que se développer à la suite de la guerre actuelle, qui a excité toutes les énergies, démontré le pouvoir de la science, suscité tant d'inventions, posé tant de problèmes nouveaux de droit, de médecine, d'économie politique, de morale, et dont l'histoire même sera une source inépuisable d'inspirations et de recherches pour la littérature, l'érudition, les arts.

Mais il faudra faire un grand effort

LA RELÈVE DES OUVRIERS
DANS LES USINES DE GUERRE

Les ouvriers mobilisés des classes 1912, 1911 et 1910 et de certaines catégories des classes 1909 à 1903 vont retourner aux armées.

On nous communique la note suivante :

Le gouvernement, poursuivant l'application de la loi Mourier, a décidé de mettre à la disposition du général en chef tous les ouvriers mobilisés des classes 1912, 1911, 1910, ainsi que les ouvriers mobilisés de certaines catégories des classes 1909 à 1903. Il sera d'ailleurs tenu compte dans une certaine mesure du temps déjà passé au front et dans l'examen des exceptions qui pourraient être faites dans des cas spéciaux.

Il sera tenu compte des blessures reçues au front.

A propos de cette relève, le bruit a couru que des ouvriers mobilisés renvoyés aux armées devraient être remplacés par de la main-d'œuvre américaine. Cette nouvelle est absolument fautive, l'opération devant s'effectuer rigoureusement suivant les déclarations faites par le ministre de l'Armement à la Chambre des députés le 1^{er} février 1918, à savoir : « En aucune façon, sous quelque prétexte que ce soit, dans quelque usine que ce soit, on ne remplacera aucun ouvrier français par des ouvriers ou des soldats des armées alliées. »

D'autre part le groupe socialiste a communiqué la note ci-dessous :

« Conformément au mandat donné par la réunion du groupe socialiste, les députés sont rendus au ministère de l'Armement où ils ont exposé à M. Loucheur les points de vue du groupe et l'émotion qui règne dans le personnel ouvrier des usines de guerre. »

« Le ministre a donné l'assurance qu'il n'y avait rien d'exact dans le bruit qui courait d'une relève des ouvriers français par des ouvriers américains. Il a ajouté qu'il ferait connaître dans tous leurs détails les mesures prises pour une application équitable de la loi Mourier. »

« Il a indiqué le sens des discussions qu'il avait eues à cet égard et de celles qu'il poursuivait avec des organisations ouvrières. »

« A une question posée par la délégation, le ministre a répondu qu'il était d'accord sur la nécessité d'éviter toute mesure matérielle qui pourrait accroître l'émotion. »

de réorganisation à tous les degrés de l'enseignement pour combler les vides, utiliser toutes nos ressources intellectuelles, accroître le prestige scientifique de la France. L'enseignement supérieur a un pressant besoin de se renouveler et de se compléter, surtout de transformer son outillage scientifique, insuffisant pour l'avenir espéré. A côté de la science pure, une place importante doit être faite aux applications de la science. Les Universités doivent s'adapter mieux encore aux régions dont elles sont le centre intellectuel et créer, d'autre part, des relations actives avec les Universités étrangères par l'échange des professeurs et des étudiants.

L'enseignement secondaire, en raison même des expériences acquises, conservera et précisera encore son caractère classique, qui est sa raison d'être. Il s'efforcera d'assurer aux élèves un travail moins encombré, plus réfléchi, une formation plus directe du jugement. Il devra réaliser un plus juste équilibre du développement de l'esprit et de l'éducation physique. Sans altérer le caractère féminin nécessaire à leur enseignement, les jeunes filles pourront poursuivre des études plus solides et mieux distribuées, qui leur permettront d'assurer leur vie par le travail.

De l'enseignement primaire, on peut dire qu'il a réalisé déjà les progrès essentiels. Il reste à compléter les enseignements technique et agricole, et surtout à édifier la grande œuvre de l'enseignement post-scolaire, nécessité capitale de notre démocratie.

Dans tous les domaines de l'intelligence, la période d'après-guerre marquera une étape féconde et sera décisive pour la France.

Henri SIMONI.

Une visite de M. Lafferre
à la Faculté de Médecine

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, accompagné de M. Rouston, chef adjoint de son cabinet, a visité les laboratoires de la Faculté de Médecine de Paris. MM. Poincaré, vice-recteur ; Coville, directeur de l'enseignement supérieur, et Roger, doyen, le guidaient dans cette visite. De nombreux professeurs de la Faculté avaient tenu à se joindre à eux.

Le ministre s'est arrêté longuement dans chaque laboratoire. Il a écouté avec attention les explications fournies par les différents professeurs sur l'organisation des divers services. Chacun des maîtres de la Faculté a exposé, sur place, les transformations et modifications qu'il jugeait nécessaires pour son enseignement. La visite s'est prolongée jusqu'à une heure avancée de l'après-midi. Le ministre a promis son appui le plus actif et le plus résolu pour que la science médicale française obtienne des laboratoires et des locaux dignes de ses maîtres et de leur réputation à l'étranger. Le doyen l'en a remercié au nom de ses collaborateurs.

PROJET D'AUGMENTATION
DE LA SOLDE DES TROUPES

Les sous-officiers toucheraient 540 fr. de plus par an ; les brigadiers et caporaux 400 francs, et les soldats et marins 300 francs.

MM. Paté, Rognon, Deschamps et de Puineuf ont déposé, hier, une proposition de loi ayant pour objet d'augmenter :

1^o De 540 francs par an la solde des sous-officiers et assimilés à solde journalière ; 2^o de 400 francs par an celle des brigadiers et caporaux ; 3^o de 300 francs par an celle des soldats et marins.

Cette mesure ne devrait porter aucun préjudice aux allocations et indemnités de toute nature accordées à ces diverses catégories de mobilisés.

Au Sénat

L'évaluation de la propriété immobilière.

Le Sénat a adopté, hier, après un bref débat, le projet de loi concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges. Il s'agit, nous l'avons dit, de substituer la valeur vénale des immeubles, telle qu'elle résulte de la déclaration estimative des parties, sous réserve d'expertise, à l'évaluation rigide d'après le revenu brut multiplié par 20 ou 25, suivant que les immeubles ont un caractère urbain ou rural.

La proposition relative à la réparation des dégâts commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant est venue ensuite en discussion.

M. Henry Chéron, rapporteur, en a expliqué la portée, indiquant qu'elle avait pour but de sauvegarder pleinement les droits de l'habitant lésé, même dans le cas où il se serait trouvé dans l'impossibilité de produire sa réclamation dans le délai fixé, et qu'elle lui permettait de saisir directement la juridiction compétente.

Après le vote de cette proposition, le Sénat a fixé au 23 mai la discussion d'une interpellation de M. Monis sur « la répartition peu équitable des restrictions et des réquisitions ».

Une interpellation de M. Gaudin de Villaine sur la « situation faite à l'épargne française créancière de l'Etat russe » a été ajournée jusqu'à ce que le ministre des Finances ait entretenu de la question le Conseil des ministres.

LE PROBLÈME DU RAVITAILLEMENT

LES INTERPELLATIONS
A LA CHAMBRE

Le débat a été clos par le vote à mains levées d'un ordre du jour de confiance au gouvernement.

Le débat ouvert vendredi à la Chambre, à l'occasion des interpellations sur le ravitaillement, a été clos hier par le vote d'un ordre du jour de M. André Renard, approuvant les déclarations du gouvernement et lui exprimant sa confiance pour assurer le ravitaillement des armées et des populations civiles et une réquisition régulière du bétail en exceptant les bœufs et les animaux de trait.

La discussion fut des plus calmes. En premier lieu, M. Lebrun, ministre du Blocus, vint contester la thèse de M. Poirier de Narçay, suivant laquelle une des causes du renchérissement de la vie serait l'importance excessive des exportations en pays neutres, en Suisse notamment. Il indiqua qu'au lieu du contingent de 5 millions de quintaux dont elle a besoin annuellement la Suisse n'avait reçu, l'année dernière, que 2.272.000 quintaux de blé. De même, elle n'a reçu que vingt jours de pain sur les cent cinq premiers jours de 1918.

Aujourd'hui, affirma M. Lebrun, les Alliés se réservent d'abord à eux-mêmes toutes les ressources alimentaires dont ils ont besoin ; pour le surplus, ils viennent au secours des neutres dans la mesure du possible, en s'efforçant de les soustraire à l'emprise de l'Allemagne.

M. de La Trémouille signala la difficulté de remplacer le pain et la viande par d'autres denrées. En passant, il fit observer que de décembre 1913 à décembre 1917, d'après les statistiques de Bordeaux, les riz et les pâtes avaient augmenté de 166 % ; les haricots de 160 % ; les lentilles de 260 % ; les pois cassés de 347 % ; les sardines de 228 % ; le thon de 237 % ; le hareng de 500 %, et la morue de 542 %.

A de tels prix, demanda le député de la Gironde, combien d'ouvriers pourront acquiescer ces denrées ?

M. de La Trémouille montra, d'autre part, la difficulté de contrôler l'observation des prescriptions concernant l'achat de la viande le mardi.

Au nom de la Commission du ravitaillement, M. André Renard apporta l'adhésion de celle-ci au système des jours sans viande.

Plus loin, M. Henry Tournade appela l'attention de la Chambre sur le danger d'une trop grande diminution de la nourriture allouée pour les chevaux qui assurent les transports du commerce. Pour les chevaux servant à la Défense nationale, on donne 5 kilos d'avoine ; pour ceux du commerce la ration déjà réduite à 3 kilos vient de descendre à 1 kilo.

C'est insuffisant, dit le député de Paris. Les chevaux ne peuvent pas jeûner plus longtemps !

Répondant au ministre, M. Poirier de Narçay insista pour l'étude de la carte de viande, de la taxe et du réajustement général ; M. André Paisant revint sur les réqui-



LE DUC DE LA TRÉMOUILLE
député de la Gironde

sitions ; M. Bracke, sur l'application des trois jours sans viande. On entendit encore M. Camille Blaisot et quelques autres orateurs.

A huit heures du soir, le débat fut clos par le vote à mains levées de l'ordre du jour que nous indiquons plus haut.

Séance demain. Léopold BLOND.

C'est aujourd'hui
le premier jour sans viande

C'est seulement à partir d'aujourd'hui que s'applique le régime des trois jours maigres. Mais hier fut le premier jour des restrictions, et chaque consommateur n'eut droit qu'à 200 grammes, net, de viande.

Certains clients ont un peu crié. Certains bouchers ont « laissé la main ». Il y eut quelques difficultés au sujet du poids, etc. ; mais la plupart des consommateurs se sont soumis, de la meilleure grâce, à ces mesures qu'ils savent exigées par l'intérêt supérieur du pays.

Dans les restaurants, il en fut de même. Quelques grincements, quelques blagueurs et des indifférents : 100 grammes à chacun. Donc, un seul plat de viande. Par exemple, on s'étonna que le poisson, ainsi qu'il avait été promis, ne fût pas mieux et davantage représenté.

Il y eut pourtant, aux Halles, des arrivages importants. Profitez-en pour donner quelques prix : sole, 15 francs le kilo ; merlan, 3 francs à 3 fr. 50 ; limande, 3 francs ; maquereau, 2 fr. 50 à 3 francs ; hareng, 2 fr. 50 ; langoustine, 12 francs.

Les œufs, dont les arrivages ont diminué sensiblement, sont cotés de 260 à 340 francs le mille. Les beurres sont en baisse : ceux de Normandie, de 6 fr. 40 à 7 francs le kilo ; d'autres, de 5 fr. 50 à 6 fr. 50 ; ceux des Charentes et du Poitou, de 8 à 9 francs le kilo.

Les prix des fromages ont également baissé. Mais, d'autre part, il y a un peu de légumes frais. Les oignons, les carottes, les navets sont en hausse, de même que les petits pois, les fèves et les asperges.

Peu d'arrivages de volailles de Bresse. Le poulet est coté de 10 à 14 francs le kilo. Le chevreau se vend de 3 francs à 3 fr. 60 le kilo.

Enfin, il y a un peu de hausse sur le bœuf et sur le porc.

L'AFFAIRE DU "BONNET ROUGE"

L'AUDITION
DE M. CAILLAUX

Elle eut lieu devant une salle comble. Aujourd'hui, dernières plaidoiries et jugement.

A 9 heures précises, M. Caillaux fait son entrée.

C'est, on le sait, à la demande du défenseur de Landau qu'il était cité. La question de M. Bacri se peut résumer d'un mot : M. Caillaux a-t-il dit à Landau : « Qu'est-ce que c'est que ce Duval qui est en rapports avec Marx, de Mannheim ? »

Mais, avant de répondre, M. Caillaux pose une question : — Mon colonel, je vous demande, à mon tour, si j'ai le droit de faire une déposition complète.

LE COLONEL. — Non. Vous avez le droit, simplement, de répondre à la question qui vous est posée.

M. CAILLAUX. — Je vais y répondre. Mais il faut d'abord que je dise ce que je savais sur Marx. Si je sors de la question, vous serez maître de m'interrompre.

LA SUBVENTION AU "BONNET ROUGE"

Tout d'abord, continue M. Caillaux, j'indiquerai comment, après avoir refusé, j'arrivai à accorder une subvention au Bonnet Rouge... Ce fut lorsque, avant la guerre, un événement douloureux me força, pour défendre mon honneur, à chercher dans la presse des appuis qui me manquaient. Je versai ainsi 40.000 francs à Almereyda.

Depuis la guerre, ni directement, ni indirectement, je n'ai, sous aucune forme, accordé un concours pécuniaire au Bonnet Rouge. Je répète donc que jamais, et en aucune manière, je n'ai inspiré ni dirigé une campagne dans le Bonnet Rouge.

LA QUESTION DE MARX

Ceci posé, M. Caillaux aborde directement la question :

— Un jour, me parvinrent aux oreilles tous les bruits qui couraient dans les salles de rédaction et les couloirs de la Chambre. J'en fus légitimement ému. Je n'ai jamais mis les pieds au Bonnet Rouge. Je téléphonai. M. Landau vint. Avec ma vivacité habituelle, je lui criai : « Qu'est-ce que c'est que ce Duval ? » Mais j'affirme ici, sous la foi du serment, que jamais je n'ai prononcé le nom de Marx, de Mannheim ! — Eh bien, interrompit le colonel Voyer, vous avez répondu à la question.

LES PAPIERS DU COFFRE-FORT
DE FLORENCE

M. CAILLAUX. — Il faut d'abord, mon colonel, que je justifie comment je n'ai pu connaître le nom de Marx ; comment ce nom, qu'on a trouvé sur un papier de mon coffre-fort, je le crus un nom fictif jusqu'aux révélations de l'affaire du chèque. Je ne reviens pas sur la façon dont j'ai éconduit brutalement M. Lipscher. C'était le porte-parole d'un très haut personnage allemand dans lequel je n'ai aucune espèce de confiance. C'est lui, j'imagine, qui, par téléphone, me fit demander de recevoir certain négociant suisse à propos de questions économiques. A peine dans mon cabinet, celui-ci me remit une enveloppe contenant les deux bouts de papier en question : je l'éconduisis aussitôt. Quant aux papiers, je les gardai, d'abord parce qu'ils pouvaient, plus tard, servir à une œuvre de justice, ensuite parce qu'ils étaient la meilleure preuve que j'avais éconduit Lipscher. Je les mis, en 1916, dans mon coffre-fort, sous la mention : « Mes refus. » Je ne l'ai plus ouvert depuis. En 1917 seulement, lors de l'affaire du chèque, à la Chambre, un haut personnage me dit qu'il était Marx.

LE VOYAGE A MAMERS

Reste le voyage à Mangers. Un matin, vers 11 heures, expose M. Caillaux, Landau, qu'il avait toujours vu d'une correction impeccable, lui fait passer sa carte et explique que, voyageant en auto avec sa fiancée, Goldsky et deux messieurs qu'il ne nomme pas, il voudrait lui présenter sa future femme. Il faisait froid. M. Caillaux l'invite à la faire entrer. Mais, à la vue de Duval et Marion, il pria Mme Caillaux de descendre, pour éviter toute conversation politique, et, au bout d'un quart d'heure, congédia ces messieurs.

MARION INTERVIEW

Une fois encore, le colonel prononce le : « Vous pouvez vous retirer », lorsque Marion intervient et affirme de nouveau que Landau a dit : « M. Caillaux demande ce que c'est que l'histoire de Carthage, Duval et Marx. »

M. CAILLAUX. — Moi, j'affirme que je n'ai pas parlé de Marx à Landau.

LANDAU. — Et moi, mon colonel, j'affirme que M. Caillaux ne m'a jamais parlé de Marx. Quant à moi, j'ai été ému des accusations de l'Action française relatives au voyage de Carthage. Mais Duval, je l'ignorais totalement ; je n'ai donc pu être affolé. Peut-être, à la suite des articles de l'Action française, ai-je pu dire : « Qu'est-ce que ce Duval et ce Marx, de Mannheim ? » Et c'en serait fini si le lieutenant Mornet ne posait une dernière question :

— Etait-il à la connaissance de Duval et de Marion que, lors du voyage à Mangers, ils aient été introduits par surprise chez M. Caillaux ?

MARION. — Pas du tout. Duval fait la même déclaration.

LANDAU. — Je n'allais à Mangers que pour présenter ma fiancée. Le reste regarde Goldsky.

Goldsky explique alors qu'Almereyda s'efforçait de le chasser des milieux politiques, de faire croire, au moment où ils allaient faire la Tranchée républicaine, qu'ils étaient abandonnés de tous. Craignant qu'Almereyda n'eût fait auprès de M. Caillaux une démarche décisive, il lui parut intéressant de se présenter chez lui avec Duval et Marion.

M. CAILLAUX. — Je résume : je n'ai jamais, en septembre 1916, prononcé le nom de Marx à M. Landau. Lors de la visite à Mangers, je n'avais pas été avisé et n'attendais ni M. Duval ni M. Marion.

Cette fois, la déposition est terminée. Et ce furent ensuite la fin de la plaidoirie de M. Gamiache, puis, l'après-midi, celles de M^{rs} Bacri et Lovel, pour Landau et Goldsky.

Aujourd'hui, dernières plaidoiries et jugement... Mais à quelle heure ?

UN GRAND JOURNALISTE MONDIAL

M. GORDON BENNETT
EST MORT HIER

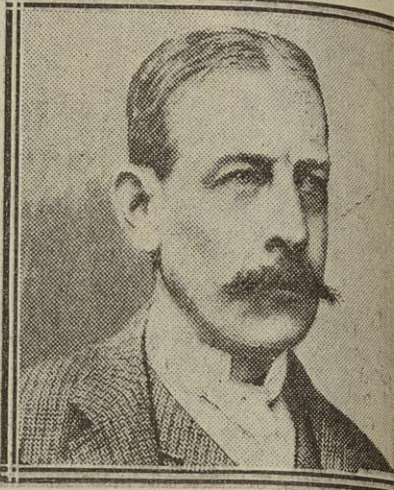
C'est une des figures les plus originales de ce temps qui disparaît et un ami fidèle de la France.

M. James-Gordon Bennett, directeur du New-York Herald, est mort hier, à New-York, des suites d'une broncho-pneumonie, à l'âge de soixante-dix-sept ans, dans sa maison, à Beaulieu.

Dès que nous avons appris cette nouvelle nous avons demandé à M. Gaston Bennett, qui dirigea à Bruxelles l'Indépendance belge, et fut un des fondateurs du New-York Herald, de vouloir bien écrire les souvenirs se rattachant à la vie de cet homme qui fut un des grands amis de notre pays. Voici l'article que notre distingué confrère a bien voulu écrire pour nos lecteurs :

Fils d'un grand journaliste, il fut un grand journaliste lui-même, et durant une des figures les plus accusées, les plus originales au sens propre du mot, les plus personnelles de son temps.

On peut dire que nul n'eut jamais d'influence directe sur Bennett. Ses idées



M. JAMES GORDON BENNETT
directeur du New-York Herald

brables initiatives de journaliste pratiquant, s'évertuant à faire de la presse un moyen d'éducation, de conseil, d'opinion ; une œuvre faite tangibles, n'ont émané que de lui, et de sa façon de concevoir les hommes et les choses. Au surplus, doué d'une lucidité et d'une prévision, à longue échéance, il eût pu, dans son œuvre de journaliste agissant, s'appliquer la maxime de Napoléon : « Je vis toujours une année d'avance ». Peut-être n'eût-il pas su le faire, mais il eût pu le tenter.

Il ne reviens pas sur la façon dont j'ai éconduit brutalement M. Lipscher. C'était le porte-parole d'un très haut personnage allemand dans lequel je n'ai aucune espèce de confiance. C'est lui, j'imagine, qui, par téléphone, me fit demander de recevoir certain négociant suisse à propos de questions économiques. A peine dans mon cabinet, celui-ci me remit une enveloppe contenant les deux bouts de papier en question : je l'éconduisis aussitôt.

Quant aux papiers, je les gardai, d'abord parce qu'ils pouvaient, plus tard, servir à une œuvre de justice, ensuite parce qu'ils étaient la meilleure preuve que j'avais éconduit Lipscher. Je les mis, en 1916, dans mon coffre-fort, sous la mention : « Mes refus. » Je ne l'ai plus ouvert depuis. En 1917 seulement, lors de l'affaire du chèque, à la Chambre, un haut personnage me dit qu'il était Marx.

Reste le voyage à Mangers. Un matin, vers 11 heures, expose M. Caillaux, Landau, qu'il avait toujours vu d'une correction impeccable, lui fait passer sa carte et explique que, voyageant en auto avec sa fiancée, Goldsky et deux messieurs qu'il ne nomme pas, il voudrait lui présenter sa future femme. Il faisait froid. M. Caillaux l'invite à la faire entrer. Mais, à la vue de Duval et Marion, il pria Mme Caillaux de descendre, pour éviter toute conversation politique, et, au bout d'un quart d'heure, congédia ces messieurs.

Une fois encore, le colonel prononce le : « Vous pouvez vous retirer », lorsque Marion intervient et affirme de nouveau que Landau a dit : « M. Caillaux demande ce que c'est que l'histoire de Carthage, Duval et Marx. »

M. CAILLAUX. — Moi, j'affirme que je n'ai pas parlé de Marx à Landau. LANDAU. — Et moi, mon colonel, j'affirme que M. Caillaux ne m'a jamais parlé de Marx. Quant à moi, j'ai été ému des accusations de l'Action française relatives au voyage de Carthage. Mais Duval, je l'ignorais totalement ; je n'ai donc pu être affolé. Peut-être, à la suite des articles de l'Action française, ai-je pu dire : « Qu'est-ce que ce Duval et ce Marx, de Mannheim ? » Et c'en serait fini si le lieutenant Mornet ne posait une dernière question :

— Etait-il à la connaissance de Duval et de Marion que, lors du voyage à Mangers, ils aient été introduits par surprise chez M. Caillaux ?

MARION. — Pas du tout. Duval fait la même déclaration.

LANDAU. — Je n'allais à Mangers que pour présenter ma fiancée. Le reste regarde Goldsky.

Goldsky explique alors qu'Almereyda s'efforçait de le chasser des milieux politiques, de faire croire, au moment où ils allaient faire la Tranchée républicaine, qu'ils étaient abandonnés de tous. Craignant qu'Almereyda n'eût fait auprès de M. Caillaux une démarche décisive, il lui parut intéressant de se présenter chez lui avec Duval et Marion.

M. CAILLAUX. — Je résume : je n'ai jamais, en septembre 1916, prononcé le nom de Marx à M. Landau. Lors de la visite à Mangers, je n'avais pas été avisé et n'attendais ni M. Duval ni M. Marion.

Cette fois, la déposition est terminée. Et ce furent ensuite la fin de la plaidoirie de M. Gamiache, puis, l'après-midi, celles de M^{rs} Bacri et Lovel, pour Landau et Goldsky.

Aujourd'hui, dernières plaidoiries et jugement... Mais à quelle heure ?

Aujourd'hui, dernières plaidoiries et jugement... Mais à quelle heure ?

Aujourd'hui, dernières plaidoiries et jugement... Mais à quelle heure ?

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINUNE NOTE AUTRICHIENNE
A PROPOS DE LA RENCONTRE
DES DEUX EMPEREURSVienne déclare qu'il faut parachever
et renforcer l'alliance défensive.

BALE, 14 mai. — Une note officielle de Vienne, commentant le communiqué officiel relatif à la rencontre de l'empereur Charles et du kaiser, dit :

« L'ancienne Duplice fut créée sur une base défensive, notamment contre la Russie : les événements de la guerre mondiale n'ont pas ébranlé ces conditions primitives de l'alliance, ils les ont au contraire raffermies. »

« Nous avons été attaqués, nous devons nous défendre contre tout un monde d'agresseurs. C'est pourquoi nous devons garder solidement notre alliance défensive et créer encore de nouveaux facteurs pour parachever et renforcer cette alliance qui conservera dans tous les temps son caractère d'alliance défensive. »

« Par contre, tout un monde d'autres ennemis nous menace d'anéantissement. Il faut que la défensive de la Duplice s'adapte à la situation. »

« Celle alliance défensive a sa place marquée dans l'alliance des peuples que s'efforce de créer l'Entente. La confédération des peuples veut prévenir d'autres guerres. La Duplice ne veut pas autre chose que se protéger elle aussi contre les guerres futures. Son principe essentiel est le même que celui de la Ligue des Nations. Il est évident que, lorsqu'il faudra renouveler l'alliance, il faudra examiner également une série de questions de nature politique, militaire et économique qui sont en étroite corrélation avec l'alliance. » (Havas.)

Deux avions allemands
abattus par les Anglais

(Officiel britannique). — Le 13 courant, il n'a été possible de voler que pendant quelques heures de la matinée. Nos avions ont alors beaucoup travaillé en liaison avec l'artillerie. Plusieurs reconnaissances ont été effectuées et cinq cents bombes jetées sur des objectifs divers. Deux appareils ennemis ont été descendus en combat aérien. Aucun des nôtres ne manque.

La viande pour les malades

Les malades qui ont obtenu de la préfecture de police l'autorisation de consommer de la viande pendant les jours d'interdiction pourront se procurer la quantité de cette denrée à laquelle ils ont droit (300 grammes par jour au maximum) dans un des établissements ci-après, qui resteront ouverts les mercredis, jeudis et vendredis, de 8 heures à 11 heures du matin, pour le service des dérogations et dont la liste restera affichée au poste central des arrondissements où ils sont situés.

Halles Centrales. — Pavillon de vente au détail de la boucherie, places 12 et 38 ; pavillon de la triperie, place 92.

Boucheries contrôlées. — 124, rue Rambuteau (1^{er} arrond.) ; 3, rue Bréa (6^e) ; 4, rue Montfaucon (6^e) ; 1, rue Ferdinand-Flocon (18^e).Boucheries de quartier. — 21, rue Galande (5^e) ; 348, rue Saint-Jacques (5^e) ; 3, rue de l'Amiral-Roussin (15^e) ; 59, avenue de la Grande-Armée (16^e) ; 45, rue Bayer (17^e) ; 2, rue de Lévis (17^e).Union des Coopératives (états). — 5, rue de la Verrerie (4^e) ; 33, rue Richer (9^e) ; 265, faubourg Saint-Antoine (11^e) ; 98, rue de la Roquette (11^e) ; 145, rue Oberkampf (11^e) ; 140, boulevard Voltaire (11^e) ; 33, rue de Reuilly (12^e) ; 147, rue Nationale (13^e) ; 23, rue Bobillot (13^e) ; 10 bis, rue Daguerre (14^e) ; 115, rue du Théâtre (15^e) ; 202, rue de la Convention (15^e) ; 194, avenue de Versailles (16^e) ; 49, rue Lamarck (18^e) ; 35, rue Doudeauville (18^e) ; 23, rue des Solitaires (19^e).

Marchés. — Places de l'Union des Coopératives : Temple, Carnes, Port-Royal, Patriarches, Saint-Germain, Gros-Cailhou, Saint-Quentin, Passy, Les Ternes, Batignolles, Montmartre, La Chapelle, Secrétan.

Union des Coopératives parisiens. — 17, rue de Sambre-et-Meuse (10^e) ; 79, rue de Gergovie (14^e) ; 42, rue de Flandre (19^e) ; 18, rue Petit (19^e).

Gaston BERARDI.

La fourragère rouge
des coloniauxNous avons dit hier que le président de la République avait remis, dimanche dernier, la fourragère rouge à deux régiments de sa cavalerie. C'est le régiment d'infanterie coloniale du Maroc qui, le 30 mars, devant l'empereur, avait mérité sa sixième citation. Le premier régiment « étranger » était le 1^{er} régiment de tirailleurs algériens, qui présentait le seul détenteur de cette distinction.

L'affaire Caillaux

La déposition terminée, M. Caillaux a été amené de la salle d'audience du 3^e conseil de guerre au cabinet du capitaine Bouchard, qui lui a communiqué le rapport de l'expert Doyen sur sa situation de fortune. M. Caillaux qui a pris de longues notes, a interrogé aujourd'hui même sur les conclusions du rapport.

L'affaire Margulies

Le lieutenant Gazier a longuement interrogé, hier, Tremblez, l'ancien fondé de pouvoir du banquier Rosenberg, au sujet de ses relations avec Margulies. Il l'a ensuite confronté avec l'expert Hayem. Le magistrat instructeur, sur commission du parquet de Nice, a entendu plusieurs témoins qui ont été en relations avec Margulies.

SAISON
de Mai à Octobre
CACHAT
Hôtels : Royal, Splendide, ErmitageM. TCHITCHERINE PROTESTE CONTRE LA MAINMISE
SUR LA FLOTTE RUSSE DE LA MER NOIRELe ministre maximaliste, en dépit de sa manifestation purement
verbale, est prêt à accorder à l'Allemagne ce qu'elle demande.

Moscou, 13 mai. — M. Tchitcherine a répondu par une protestation à l'ultimatum allemand concernant la flotte de la mer Noire. Il propose de désarmer la flotte, tout en la maintenant à Novorossisk. Et il ajoute que le gouvernement est même prêt à consentir à son retour à Sébastopol, mais à la condition expresse que l'accord sur cette question soit suivi d'un accord général qui précéderait définitivement les limites de l'occupation germano-autro-hongroise et turque dans toutes les parties de la Russie, ainsi que la délimitation des frontières de l'Ukraine et de la Finlande.

« Une autre condition du retour de la flotte russe dans le port de Sébastopol, dit M. Tchitcherine, serait l'évacuation complète de Sébastopol par les forces allemandes, turques, austro-hongroises et ukrainiennes, étant donné que l'accord en question relatif à la cessation des hostilités devrait être valable pour le Caucase. »

« Le gouvernement russe accepte la proposition du représentant diplomatique allemand contre Mirbach relativement à une médiation allemande entre le gouvernement du Soviet et le soi-disant gouvernement transcaucasien et ceci d'autant plus facilement qu'il semble que l'Allemagne et la Turquie participent aux événements politiques qui se déroulent dans le Caucase. » (Havas.)

[Au fond, en dépit de sa manifestation purement verbale, Tchitcherine est prêt à accorder à l'Allemagne ce qu'elle demande pour la flotte russe de la mer Noire. En même temps, il requiert le concours de l'empire allemand contre la république caucasienne. Le gouvernement maximaliste, qui s'appuie toujours sur le traité de Brest-Litovsk, n'a donc pas changé de position par rapport à nos ennemis. Il importe d'ailleurs de remarquer que l'agence Wolff dément que l'Allemagne ait envoyé un ultimatum à la Russie. Il y a donc eu, comme nous l'avons dit, une simple pression inspirée par le peu de considération dont le pouvoir bolchevik jouit à Berlin.]

Le 1^{er} Mai en RussieMoscou, 3 mai (retardée dans la transmission). — La fête du 1^{er} mai, organiséeLe cabinet roumain
a démissionnéAMSTERDAM, 14 mai. — Le *Nieuwe Rotterdamse Courant* publie la nouvelle suivante de source allemande :

« Le cabinet roumain Marghiloman tout entier a donné sa démission. » (Havas.)

La Roumanie devra livrer du blé à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie

BALE, 14 mai. — On mande de Vienne, 13 mai :

« On publie aujourd'hui à Vienne et à Budapest l'accord spécial entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, concernant les questions économiques particulières. »

« L'accord se compose de trois parties : La première a trait à la convention du pétrole. »

« La seconde concerne la convention économique. Il en résulte que la Roumanie vend à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie ses excédents en céréales de toute nature, y compris les semences oléagineuses, les fourrages, légumes, volailles, bestiaux, viandes et plantes textiles des récoltes des années 1918 et 1919. »

« Pendant les sept années qui suivront 1919, la Roumanie s'engage à livrer à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, ses excédents en céréales et autres articles susmentionnés, au cas où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie le demanderaient. »

Le ministère espagnol
serait remaniéMADRID, 14 mai. — Le *Herald*, de Madrid, se fait l'écho d'un bruit qui a circulé dans les couloirs du Sénat et suivant lequel un remaniement ministériel serait probable dans peu de temps.

par le gouvernement avec le concours enthousiaste des organisations ouvrières de la garnison et de la population démocratique s'est déroulée dans une atmosphère purement révolutionnaire.

La population chantant des hymnes révolutionnaires parcourait la ville ; les rues étaient ornées de drapeaux rouges. Une revue de toutes les armes fut passée sur l'aérodrome de Khodynka près de Moscou. Des centaines d'automobiles décorées aux couleurs rouges circulaient dans la ville, semant des proclamations des différents partis révolutionnaires.

Des tribunes installées sur les tombeaux devant les murailles du Kremlin, des discours ont été prononcés par les membres du gouvernement et du Comité central exécutif.

Les manifestations, malgré la participation de la majorité de la population, n'ont été marquées par aucun incident. A Petrograd, une revue a eu lieu sur le Champ de Mars, et la soirée s'est terminée par l'illumination de toute la flotte de la Baltique.

Les conditions de la Finlande

STOCKHOLM, 14 mai. — Selon un télégramme d'Helsingfors au journal *Svenska Dagbladet*, la reprise des relations diplomatiques de la Russie avec la Finlande est subordonnée aux conditions suivantes :

Remise du fort d'Ino aux Finlandais. Départ de tous les navires russes des eaux finlandaises.

Remise par les Russes de tous les biens pris en Finlande.

Cessation des hostilités en Carélie occidentale.

Enfin, les Finlandais estiment que les relations diplomatiques seront impossibles si les chefs rouges restent à Petrograd où ils préparent de nouvelles hostilités. (Information.)

Les voyageurs de commerce
et la carte d'identité

Le gouvernement va déposer prochainement au Sénat un projet de loi imposant aux représentants et aux voyageurs de commerce français et étrangers l'obligation d'une carte destinée à établir exactement leur identité professionnelle.

La loi proposée permettra d'éviter que, sous le couvert de la profession de voyageur ou de représentant de commerce, certaines personnes ne se livrent en France à des manœuvres préjudiciables à l'honneur de cette profession et aux intérêts de notre commerce national.

Cette carte d'identité professionnelle ne saurait faire double emploi avec les cartes de légitimation. Et le *Petit Parisien*, qui publie cette information, ajoute que les traités de commerce ayant été dénoncés, il conviendrait, au moment de l'échange des signatures, de frapper les voyageurs étrangers venant exercer en France d'une taxe équivalente à celle payée par nos nationaux sous forme de patente, ou toute autre contribution professionnelle.Il faut améliorer
l'hygiène des caves-abris

Après une étude de la question des caves-abris, la Société d'hygiène publique a émis une série de vœux tendant à ce que « les manœuvres touchant les souterrains soient perçues d'ouvertures permettant le passage de l'air ; une aération suffisante assurée dans les grands abris publics ; interdiction d'établir des abris dans les immeubles dépourvus du tout-à-l'égout ; mesures prophylactiques dans les locaux désignés comme abris ; emploi du lait de chaux, etc. »

LES COMMUNIQUES OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Nos patrouilles, opérant au nord du bois de Hangard, vers Courcy et à l'ouest de la Meuse, ont ramené des prisonniers.

Nous avons aisément repoussé un coup de main ennemi sur nos petits postes au nord-ouest d'Orvillers-Sorel.

Lutte d'artillerie assez vive en Champagne, dans le secteur de la Butte du Mesnil et dans les Vosges.

Une tentative allemande au nord de la Fecht a échoué sous nos feux.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 HEURES. — Bombardements intermittents dans le secteur de Grivèsnes.

Nos batteries ont dispersé des rassemblements ennemis et des convois dans la région de Montdidier et sur la route de Noyon à Guiscard.

En Champagne, un coup de main ennemi dans la région de la Butte du Mesnil a complètement échoué sous nos feux.

Journée calme partout ailleurs.

Front britannique

13 HEURES. — Nous avons réussi un raid, la nuit dernière, au nord-est de Robecq et fait quelques prisonniers sans subir de pertes.

Un détachement ennemi a attaqué un de nos postes à l'ouest de Merville ; il a été repoussé et décimé.

L'artillerie ennemie a été active, pendant la nuit, dans les secteurs de la Somme et de l'Ancre.

11 H. 30. — Ce matin, après une forte préparation d'artillerie, l'ennemi a attaqué sur un front d'un mille environ au sud-ouest de Morlancourt ; il est parvenu en un point à pénétrer dans notre position. Partout ailleurs l'attaque a été repoussée avec de lourdes pertes pour l'ennemi. Une contre-attaque immédiate, exécutée par des troupes australiennes, l'a rejeté hors de la position où il avait pu pénétrer et a complètement rétabli notre ligne. Nous avons capturé plus de cinquante prisonniers ; nos pertes ont été très légères.

Des combats locaux ont eu lieu la nuit dernière au nord de Kemmel, où l'ennemi a attaqué dans la direction de Klein Vierstraat ; il a été repoussé par des troupes françaises. Sur le reste du front, rien à signaler.

Front belge

(13 mai). — Faible activité d'artillerie sur le front belge. Lutte de bombes vers Nieuport et Langemark.

(14 mai). — Activité moyenne d'artillerie.

Nous avons effectué quelques tirs de destruction et de neutralisation de batteries, des réglages et de nombreux tirs de harcèlement.

L'ennemi a peu réagi.

Front italien

Des tentatives ennemies pour attaquer de nouveau le mont Corno (Vallarsa) et s'approcher de nos lignes du Dosso Casino (pentes nord de l'Altitissimo), du val Calcinio (Asolone) et du val Ornic ont été enrayées par nos feux.

Des patrouilles italiennes et anglaises ont fait irruption dans le village de Pedescaia et dans les tranchées de Ave (sud de l'Asiago), infligeant des pertes à l'ennemi.

Les actions des deux artilleries ont été plus vives dans la région du Tonale, dans le val Lagarina, sur l'Aboline et au nord du Montello.

Onze avions ennemis ont été abattus pendant la journée d'hier. Les aviateurs anglais ont bombardé avec efficacité des baraquements ennemis dans les environs d'Asiago.

Front de Macédoine

(13 mai). — Assez grande activité de notre artillerie et de nos reconnaissances d'infanterie dans presque tous les secteurs, en particulier sur le front serbe et dans la boucle de la Cerna, où plusieurs coups de main ennemis ont été repoussés.

Les aviations alliées ont bombardé les dépôts de Demir-Hissar et les terrains d'aviation de Resna. Un avion ennemi a été abattu par l'aviation britannique près de Livanovo.

LES TCHÉCO-SLOVAQUES
NE VOUDRONT JAMAIS
DEVENIR ALLEMANDS

Lors de la manifestation de Prague, ils ont juré de lutter jusqu'à la mort pour la conquête de leur indépendance.

Les conférences qui viennent d'avoir lieu entre l'empereur Charles 1^{er} et Guillaume II ne tendent à rien moins, nous l'avons dit hier, qu'à la disparition de l'Autriche en tant qu'Etat indépendant. Au cas où l'Allemagne viendrait à réaliser le rêve qu'elle caresse depuis si longtemps, quel serait le sort des nations qui composent actuellement l'empire austro-hongrois ? Telle est la question que nous avons posée hier, au Conseil national tchéco-slovaque de Paris.

— Jamais, nous a-t-il été répondu, jamais, vous pouvez l'affirmer, les Tchéco-Slovaques ne seront Allemands. Il suffit de feuilleter notre histoire pour se rendre compte que de tout temps nous fûmes obligés de nous défendre contre les attaques des tribus germaniques.

Notre interlocuteur dressa alors un réquisitoire très serré contre la domination des Habsbourg et des Magyars. Puis, passant aux faits actuels :

— Dès le début de la guerre, dit-il, les Tchèques comprennent que le triomphe de l'Allemagne et de l'Autriche signifierait la réalisation du panslavisme, la germanisation de l'Autriche, l'asservissement des Slaves autrichiens. Aussi, avons-nous refusé nettement de souscrire aux emprunts et de combattre pour nos oppresseurs.

— On ne saura jamais assez quelle fut l'attitude des soldats tchèques, et les vengeances dont ils ont été l'objet.

— Le 1^{er} régiment refuse de marcher contre les Serbes. Il est aussitôt décimé. Le 36^e se mutine dans les casernes, il est massacré en partie. Le 35^e est transporté dans un train sur le champ de bataille de Galicie ; une demi-heure après, il passe tout entier du côté russe. Le 28^e régiment se rend aux Russes sans combattre ; l'empereur le fit éliminer à jamais, et les cercles militaires de Vienne décidèrent de se venger : un nouveau 28^e régiment tchèque est formé, composé exclusivement de jeunes gens de vingt ans ; il est aussitôt envoyé sur le front de l'Isonzo et exposé en première ligne à l'endroit où il devait être massacré.

— Ces faits se sont renouvelés depuis le mois d'août 1914 jusqu'au mois de mai 1915. A partir de cette époque, les régiments tchèques n'existent plus ; leurs soldats sont incorporés dans les bataillons allemands et hongrois.

— Dès lors, c'est sur le terrain politique que se déroule la bataille. La moindre occasion est saisie pour proclamer le droit à l'indépendance des petites nationalités. Le 20 février 1918, au Parlement de Vienne, répondant au discours du comte Czernin, M. Trerac-Pavlic, député des Dalmates, ne craint pas d'affirmer : « Les Yougo-Slaves revendiquent leur unité nationale et leur indépendance absolue. Ils ne se contentent pas de mots. »

— Le 17 mars, à Zalec (Styrie), devant une assistance évaluée à plus de 7.000 personnes, M. Korosek, président du Club yougo-slave, s'écria au milieu d'un enthousiasme indescriptible : « Les Allemands veulent passer sur nos corps pour arriver à l'Adriatique. Mais, de même que notre peuple a su résister jadis à l'invasion des Turcs, tous les Slaves, les Croates et les Serbes résisteront à la nouvelle invasion : celle des Allemands. »

— Est-il utile de rappeler la grandiose manifestation qui eut lieu vers la même époque, à Trieste, en l'honneur du grand patriote yougo-slave Ivan Krek ? Un tableau vivant représentait la Yougo-Slavie surgissant d'un tombeau noir.

— Enfin, le 13 avril, en réponse au discours prononcé par le comte Czernin accusant de trahison certains chefs politiques slaves, un imposant meeting se tint à Prague, sous la présidence du député tchèque Stanek.

— Des discours vibrants de patriotisme furent prononcés. Puis les assistants — plus de 10.000 personnes, — levant la main, jurèrent solennellement de rester fidèles jusqu'à la tombe, et de tenir jusqu'à la victoire et jusqu'à la conquête de l'indépendance du peuple tchéco-slovaque.

— La foule se répandit ensuite dans les rues de la ville, acclamant la France et les Etats-Unis.

Et notre interlocuteur conclut :

— Nous sommes debout, prêts à intervenir. C'est aux Alliés qu'il appartient de donner le signal. Une seule grande victoire, et les destinées s'accompliront. — E. CHABANIER.

Bourse de Paris du 14 Mai 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré			Obli. Fonc. 1885	366	367
5 0/0 libéré	87 65	87 65	— 1893	399	399
5 0/0 amort.	72 75		— 1898	215	215
3 0/0	58 75	58 75	— 1903	313	313
3 1/2	58 75	58 75	5 % 1917 lib.	349	349 7/8
Tout 1892	38 75	39 00	5 % 1917 lib.	322	322
Argentine Occident.	355	355	—	1190	1195
1865	548	553	Est	747	749
1871	380	380 50	Midi	830	830
1885	274	275	—	940	939
1892	219	220	Orléans	725	715
1896	236	236	Bourges	505	497
1900	282	282	—	505	440
1913	230	230	Genève	1857	
1915 1/2	60	61 00	Suez-Tinto	4750	4740
1890 3 %	37 75	40	Rio-Tinto	170	170
Consolidé	40	40 50	—	170	170
1891 3 %	32	32	—	415 50	415 50
1892 3 %	39 20	39 25	MARCHÉ EN BANQUE		
1893 3 %	59 75	59 75	ACTIONS		
1894 3 %	62	62 50	Ballfranz	300	
1895 3 %	398	395	Malino	360	365
1896 3 %	515	515	De Bours	368	365
Argentine 1890	39 90	39 90	—	41	
—			Dard Mines	80	79
—			COURS DES CHANGES		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		
—			—		

LES COURS

— S. A. R. la duchesse de Vendôme, sœur du roi Albert de Belgique, en villégiature à Aix, a visité l'hôpital Bristol, affecté à nos soldats, et leur a distribué de menus cadeaux destinés à améliorer leur ordinaire et à leur procurer du superflu.

CORPS DIPLOMATIQUE

— Lady Granville, femme du ministre de Grande-Bretagne à Athènes, vient d'offrir, en l'hôtel de la légation, une grande matinée au bénéfice des enfants des soldats grecs.

NAISSANCES

— La comtesse de Brémont d'Arv a mis au monde, à Bordeaux, une fille appelée Catherine.

— La vicomtesse R. de Beaufort a donné le jour à un septième enfant, un fils : Alain.

FIANCILLES

— On annonce les fiançailles du comte Bernard d'Hamiers, lieutenant au 178^e d'artillerie de tranchée, décoré de la croix de guerre, titulaire de quatre citations, avec Mlle Solange de Rouault, fille du vicomte et de la vicomtesse de Rouault.

MARIAGES

— En la cathédrale de Périgueux vient d'être béni le mariage de M. André de Sèze, lieutenant au 15^e dragons, avec Mlle Blanche de Saint-Aulaire. Les témoins de M. André de Sèze étaient : MM. le général comte de Sèze et le comte de Malleville, ses oncles ; les témoins de la mariée étaient : le comte Chalus et Mme de Lavrière.

— Le mariage de Mlle Elisabeth de Meaux, fille du vicomte de Meaux, ancien inspecteur des finances, et de la vicomtesse, née Balsan, décédée, avec M. Camille Roche de La Rigodière, sous-lieutenant d'infanterie, pilote aviateur, décoré de la croix de guerre, fils de M. Camille Roche de La Rigodière et de Mme, née Meaudre de Sugny, vient d'être célébré en l'église Notre-Dame de Châteauroux.

— Ces jours derniers, en l'église de Saint-Priest-en-Jarez, a été célébré le mariage du lieutenant Henri David, décoré de la croix de guerre, chevalier de l'Étoile de Roumanie, rentré récemment de Roumanie, avec Mlle de Pelleport, qui a été conduite à l'autel par le marquis de Pelleport, capitaine du génie.

DEUILS

— La messe annuelle de Requiem à la mémoire des militaires et marins français et alliés morts pour la patrie, célébrée, les années précédentes, à Notre-Dame, aura lieu en l'église de Saint-Augustin, le jeudi 23 mai, à 10 h. 1/2. L'oraison funèbre sera prononcée par Mgr Julien, évêque d'Arras.

— Les obsèques de notre regretté confrère M. Philippe Dubois, du "Petit Parisien" auront lieu aujourd'hui mercredi, à 11 h. 50. Le convoi funèbre partira du domicile du défunt, 22, rue Clauzel, pour se rendre au cimetière du Père-Lachaise, où, à une heure de l'après-midi, il sera procédé à l'incinération. Ni fleurs ni couronnes. Prière de considérer le présent avis comme une invitation.

— Les obsèques du pasteur Charles Wagner, président d'honneur de l'Union nationale des Églises réformées de France, membre du Comité de secours national, décédé le 12 mai 1918, auront lieu au Temple du Foyer de l'Ame, 7 bis, rue Daval, demain jeudi, à 14 heures précises. Prière de considérer cet avis comme invitation. Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part.

Nous apprenons la mort :

— Du comte Hely de La Roche-Aymon, lieutenant au 16^e dragons, prisonnier de guerre, fils du comte et de la comtesse Guillaume de La Roche-Aymon, frère et beau-frère du comte Raoul de La Roche-Aymon, de la comtesse, née de Broglie, et de Mlle Elisabeth de Broglie ;

— De la comtesse de Croix, née Annonciade de Montebello, décédée au château de Montebello (Loir-et-Cher), mère du comte de Croix et du vicomte Joseph de Croix ;

— Du sous-lieutenant d'artillerie Jean Saulnier, engagé volontaire, tombé au champ d'honneur, âgé de vingt ans ;

— Du lieutenant Marc Sainte-Chapelle, observateur d'aviation, tué à l'ennemi le 4 mai, fils du colonel de cavalerie en retraite Sainte-Chapelle et frère du capitaine René Sainte-Chapelle, également mort pour la France ;

— De la comtesse Minangov, née Pérignon, décédée à Evreux. Elle était la mère du capitaine Minangov ;

— Du R. P. Joseph Cooreman, de la Compagnie de Jésus, vicaire général du diocèse de Galle (île de Ceylan) décédé subitement à Calcutta, à l'âge de cinquante-sept ans. Il était proche parent de M. Gerard Cooreman, ministre d'Etat de Belgique ;

— Du comte Yves de Caqueray Valolive, âgé de soixante-trois ans, père du lieutenant Hubert de Caqueray Valolive, mort au champ d'honneur en 1917 ; de M. Armand de Caqueray, du 117^e d'artillerie lourde, et de la baronne de l'Écluse de Saint-Pierremont.

BIENFAISANCE

— La vente au profit de l'Œuvre de guerre des colonies de vacances de la Chaussée du Maine, dont Mme Frank-Puau est la présidente, aura lieu demain jeudi 16, vendredi 17 et samedi 18, de deux heures à six heures, dans les foyers du Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne.

— Demain, à trois heures, matinée musicale et artistique dans la salle du théâtre, avec le gracieux concours de M. Montjoyet, Mmes Yvonne Lefebvre et Corrie Psichari, toutes deux premières prix du Conservatoire, et de Mme Irène Popard et des élèves de son école de gymnastique harmonique.

— Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière, Téléphone Central 5-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

RENÉ BENJAMIN

l'auteur de GASPARD

publie un livre charmant et gai

sur le soldat anglais :

LE MAJOR PIPE
ET SON PÈRE

PRIX : 3 fr. 50 (Majoration de 30 o/o)

A. FAYARD et C^o, éditeurs, PARIS

On a dit le grand succès qu'eut dimanche, au Cercle interallié, la fête du « Mother's Day ». L'hôtel particulier du Faubourg-Saint-Honoré, où elle se donnait, est une des plus belles demeures de Paris. Mais l'avouerie-je ? Je n'y étais attirée, ce jour-là, ni par le luxe du logis (qui fut, depuis deux cents ans, le centre et le décor de tant d'élégances parisiennes), ni par la grâce des jardins, ni par les discours qu'on allait entendre, ni par le spectacle des uniformes et des toilettes parmi les verdure toutes neuves de ce printemps mouillé. Je voulais simplement regarder de près deux figures : une figure de soldat et une figure de philosophe. Je voulais voir Joffre et Bergson, et, dans cette sorte d'intimité mondaine, entendre les voix de ce civil et de ce « militaire ». L'un parla longuement et très bien ; l'autre fut presque aussi longuement, et son succès fut plus grand encore. Car le maréchal a la réputation d'un homme qui sait se taire et qui veut se taire. Il pourrait être éloquent si cela lui faisait plaisir (il le prouva dimanche, pendant quelques minutes) ; mais il aime mieux être un silencieux, et on lui en sait gré : il sied à un glorieux homme d'action d'avancer dans la vie, bouche close ; on pense à ce qu'il pense... et ses sourires n'en ont que plus de prix.

Aussi, quelle cohue sur le passage du maréchal ! Officiers, femmes, photographes... tous s'empresaient à la fois dans la direction qu'on lui voyait prendre. Il y eut un moment où l'empressement fut tel que sur le perron où je m'étais juchée je faillis perdre l'équilibre. Le monsieur qui m'avait involontairement bousculée et qui, lui-même, essayait de voir, se retourna vivement vers moi : « Oh ! madame, je vous demande pardon ! » Il portait un costume militaire et avait la barbe poivre-sel et les cheveux ébouriffés d'un homme qui vient de faire une longue course dans le vent. Je pensai : « C'est drôle : je connais cette figure-là. » Une dame, serrée contre moi, comprit la question que je me posais, et me dit à l'oreille, en riant : « C'est le maître de la maison. »

Tout le monde a su, il y a quelques mois, le geste élégant — plus qu'élégant ! — de ce Parisien très connu qui mettait son hôtel à la disposition de l'Alliance et en déménageait lui-même, afin que les inconnus qu'il y conviait s'y trouvaient plus à l'aise. On ne l'y voit plus jamais ; ou, s'il est obligé d'y passer, c'est en étranger qui s'efface, et qui s'excuse. Dimanche, il était rentré de la campagne, et l'automobile l'avait ramené chez lui un peu plus vite qu'il n'aurait voulu. La fête durait encore. Il s'était donc mêlé à la foule, pour essayer, lui aussi, de voir passer Joffre. Et il n'y avait réussi que difficilement...

Cette façon d'être propriétaire m'a paru d'un chic extrême.

SONIA.

La sœur du traître

Parmi les souscripteurs au troisième emprunt américain se trouve Mrs Agnes Newman, la sœur de Roger Casement, le traître irlandais. Elle aurait souscrit, dit un journal américain, pour une somme de 50.000 francs. Elle s'était fait accompagner, dans sa démarche, par M. Michael Francis Dayle, l'avocat qui défendit Casement lors de son procès.

Les collégiens et la guerre

Allez à la porte d'un lycée au moment de l'entrée ou de la sortie des élèves. Certains détails de l'habillement des élèves vous frapperont.

Beaucoup d'externes portent des bandes molles, ils veulent imiter les soldats. Nombre d'entre eux aussi ont le poignet serré par un bracelet de cuir ou est fixé leur montre. C'est encore une mode qu'ils ont empruntée aux combattants. Nous ne parlons que pour mémoire des épingles de cravate qui représentent des canons de 75 ou de petites hélices.

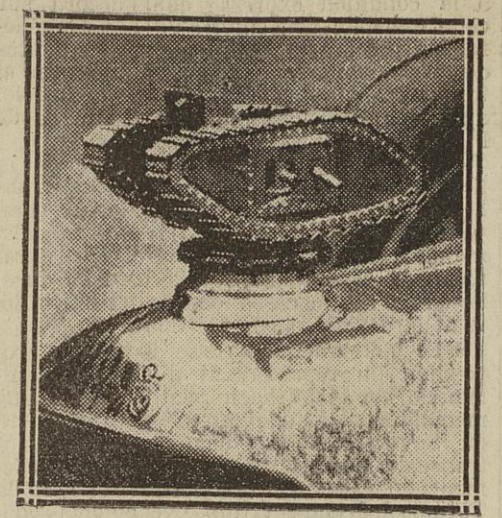
Mais le plus singulier c'est ceci : Les potaches qui sont coiffés du képi ou de la casquette ont généralement supprimé le cordonnet d'or qui en faisait tout le tour. Ils n'en ont gardé qu'un petit morceau qui rappelle, au-dessus de la visière, les minuscules

bouts de galon cousus sur le bonnet de police dont se servent dans leur cagna les officiers du front.

Et, enfin, ce qui est tout à fait touchant, ce qui est tout à fait beau, c'est que, quand passe un professeur, un prof, comme ils disent, qui est manchot, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, les externes, sur le seuil du bahut, joignent les talons, recroisent la position et saluent militairement. Tous nos compliments aux jeunes classes !

Le tank, mascotte d'auto

Le temps est aux « mascottes » : A Paris, c'est « Nénette et Rintintin », enfants de la plaine picarde, qui sont choyés. On sait qu'ils sont en laine et qu'on les porte sur soi. Londres préfère le métal, et ce sont les mascottes d'auto qui sont à l'ordre du jour. La dernière est une réduction du tank, armé



LE TANK-MASCOTTE

de ses canons et de ses mitrailleuses et ayant pour plate-forme le bouchon du radiateur. Nous avons eu le 75 et l'aviation : le tank est plus volumineux, mais il signifie plus précisément que tout autre engin l'écrasement de l'ennemi. Quant aux passants, qui voient dans les mascottes plus de fantaisie que de symbole, ils regardent passer curieusement ces « chars d'assaut » qui sont parfois allègrement portés par une voiture légère.

Grandes causes, petits effets

Les changements dans le personnel des hauts fonctionnaires causent parfois d'étranges vicissitudes dans le sort de leurs modestes serviteurs.

Quand M. de Selves quitta la préfecture de la Seine pour devenir ministre des Affaires étrangères, Boucher, son fidèle huissier à chaîne, ne resta point longtemps en faveur auprès de M. Delanney. Comme son maître, il sortit de l'Hôtel de Ville. On le nomma huissier au Conseil de préfecture.

Celui qui le remplaça, et qui, après lui, garda le seul du cabinet préfectoral, s'appelle Dagnet.

Dagnet est d'une belle prestance et d'une imposante correction. Pourtant, depuis hier, il ne veille plus à la porte de M. Autrand. Dagnet, deux jours après M. Delanney, a abandonné le palais municipal.

Devinez où il vient d'être nommé ? Au Conseil de préfecture, à la place de Boucher, qui est redevenu l'huissier de M. le préfet.

Je vous prie de croire que Boucher, aujourd'hui, tend le jarret, redresse sa taille et fait bomber son thorax. Il est pour ainsi dire rentré d'exil.

REPAS DE GUERRE

Après le dîner, qui avait été excellent, on servit le café ; par discrétion, Mme Pomme ne mit qu'un morceau de sucre dans son café et M. Joffe refusa courtoisement l'infusion que lui offrait une jeune fille. Mais Mme Potrel, la maîtresse de maison, qui prenait grand soin de ses invités, se récria :

— Un seul morceau de sucre ? chère amie. Vous n'y pensez pas ! Prenez-en deux et trois, je vous prie. Et vous, monsieur Joffe, vous n'allez pas me faire le chagrin de vous priver de votre infusion habituelle ?

— Votre maison est décidément la maison de Cocagne ! s'émerveilla M. Joffe. Par quels miracles d'adresse ou d'économie arri-

vez-vous à posséder en abondance ce qui nous est, depuis quelques mois, strictement mesuré ? A vivre chez vous, on ne se douterait guère qu'il y a une carte de viande, une carte de sucre, une carte de pain ; hier encore, nous nous demandions, ma femme et moi, comment vous faisiez ; cela tient du prodige...

— Ne voyez là nul prodige, répondit modestement la maîtresse de maison. Mon mari étant tuberculeux, j'ai demandé à son médecin un certificat qui lui donne droit à sept cent cinquante grammes de sucre ; ma fille, étant rachitique, touche cent grammes de pain en plus de la ration normale ; ma mère infirme a droit, elle aussi, à plus de sucre et plus de pain ; enfin, mon plus jeune fils, étant atteint de coxalgie, est inscrit pour une carte spéciale de sucre, de viande et de farine. En totalisant ces petits suppléments, j'arrive à joindre les deux bouts. Vous voyez que vous pouvez vous servir sans crainte de nous priver.

— Je prendrai donc quatre morceaux, m'auda Mme Pomme, qui aimait les douceurs.

— Crois-tu qu'elle sait s'arranger ! soupira M. Joffe à l'oreille de sa femme.

Et Mme Joffe, à son tour, soupira :

— Que veux-tu !... Ces Potrel ont toujours eu de la chance !... — MAURICE LEVEL.

Immunité parlementaire

Dans le dernier numéro de la Grande Revue, M. Albert Mathiez fait l'histoire de l'immunité parlementaire.

Ce principe a un illustre parrain. C'est Mirabeau, cher à M. Barthou, qui, le premier, le proclama dans la fameuse séance où il répondit si vertement à Dreu-Bézé : « Nous sommes ici par la volonté du peuple... »

Quelques minutes après avoir lancé cette truculente apostrophe, il fit voter par ses collègues une motion qui commençait par ces mots : « L'Assemblée Nationale déclare que la personne de chacun des députés est inviolable. »

En 1790, la Constituante eut l'occasion de préciser les conditions de l'immunité. Un député royaliste, Toulouse-Lautrec, fut accusé d'avoir tenté d'embaucher des soldats pour conspirer contre la sûreté de l'Etat. On l'appréhenda. On l'enferma à l'hôtel de ville de Toulouse.

Il excipait de sa qualité de député pour se proclamer inviolable et réclamer son élargissement.

On soumit le cas à la Constituante. La question y fut débattue.

Un député de gauche, Garat l'aîné, préconisa le point de droit :

Je crois, dit-il, que notre inviolabilité se borne à ce que nous faisons dans cette assemblée ; ailleurs, si nous avons le malheur de devenir criminels, nous tomberons sous l'autorité de la loi. Il serait indigne de la hauteur de notre caractère de chercher à donner plus d'étendue à l'inviolabilité !

Il fit ainsi admettre l'idée que l'inviolabilité ne pouvait en aucune manière soustraire un député à la loi. Là-dessus, Robespierre, avec une grande lucidité, déclara que, du moins, l'Assemblée était seule qualifiée pour suspendre l'inviolabilité d'un de ses membres et le déferer à la justice.

Sa doctrine fut unanimement adoptée. Elle prévalut encore aujourd'hui.

C'est donc l'ombre de l'incorruptible qui protège ceux de nos parlementaires brouillés avec dame Thémis.

LE PONT DES ARTS

M. Pierre de Nolhac, conservateur du musée de Versailles, a inauguré hier, à Rome, en présence de la reine-mère, une série de conférences sur le thème de « Rome inspiratrice des artistes français ».

L'orateur s'est, principalement occupé dans cette première causerie de l'œuvre de Claude le Lorrain. L'on sait que les plus fraîches toiles du maître paysagiste représentent la campagne romaine. Claude le Lorrain est de tous les peintres français le plus représenté dans les musées et collections d'Italie.

M. Barrère et le personnel de l'ambassade de France, la mission militaire française, Mgr Duchesne, M. René Besnard, fils du directeur de la Villa Médicis, quelques prélats et de nombreuses personnalités du monde artistique et littéraire assistaient à cette manifestation de sympathie pour l'art de France.

Les horticulteurs sont quelquefois fort embarrassés lorsqu'ils procèdent au classement d'une fleur nouvelle car les parains n'ont pas toujours un joli nom décoratif. Cette fois, c'est le peintre le plus ami de la couleur qui a facilité le baptême et nous aurons la rose Renoir.

LE VEILLEUR.

LES CONTES D'EXCELSIOR
DISPARITION D'UNE COUTURIÈREPAR
ADRIEN VELY

Nous nous promenions, Nelson Brown et moi, après avoir déjeuné ensemble, quand une voix claire et joyeuse se fit entendre près de nous :

— Bonjour, chef !... Une auto s'était arrêtée contre le trottoir ; l'inspecteur de police Robinet était descendu et se dirigeait de notre côté :

— Bonjour, Robinet, dit l'illustrateur tective, en allant à la rencontre du jeune homme, je suis charmé de vous voir. — Moi aussi, chef... Je vous ai aperçu du taxi où j'étais, et je n'ai pu résister à l'agréable plaisir de vous présenter mes devoirs...

— On n'est pas plus aimable... Et il suppose que vous voilà parti en expédition ?

— Oh ! une affaire des plus banales.

— Dites toujours...

— Le patron a reçu une lettre anonyme l'informant qu'une certaine dame Meringue, couturière, habitant 92, rue Mansart, avait disparu depuis quelques jours. Nous n'attachons qu'une valeur très relative aux dénonciations de ce genre... Mais nous ne sommes pas moins obligés de les vérifier... Et c'est de cette vérification que je suis chargé... J'ai donc pris une auto, et j'ai emmené avec moi, à tout hasard, un serrurier... La bonne dame est peut-être tout bonnement chez elle, morte depuis deux semaines...

— Voulez-vous que nous vous accompagnions ?

— Ce sera un véritable honneur pour moi... Mais je doute que l'affaire présente pour vous beaucoup d'intérêt...

— On ne sait jamais !... Et puis nous sommes désemparés cet après-midi... Ça nous donnera l'occasion de passer quelques temps avec un charmant garçon...

Robinet rougit de fierté, flatté, et s'effaça pour nous laisser monter dans la voiture, où le serrurier était déjà installé. Cinq minutes plus tard, nous mettons pied à terre devant le 92 de la rue Mansart. Nous pénétrâmes sous la voûte, et Robinet, s'adressant à la concierge, demanda :

— Mme Meringue, s'il vous plaît ?

— Elle n'est pas là.

— Oui, je sais. Mais nous avons besoin de monter chez elle.

Et il exhiba sa carte. La concierge, terrifiée, leva les bras en s'écriant : — Ah ! mon Dieu !...

Puis elle ajouta :

— Quelle histoire !... Enfin, mon cher, messieurs, c'est au sixième... Son nom est sur la porte... Vous trouverez peut-être, son mari... Seulement, je vous prie de venir...

— Épargnez-nous vos explications, dit sévèrement Nelson Brown... Si le mari de cette femme est là-haut, les siennes nous suffiront sans doute.

Nous gravâmes les six étages, et nous nous arrêtâmes devant une porte sur laquelle était clouée une pancarte portant ces mots : « Mme Constance Meringue, couturière à façon. »

— Je vais commencer par frapper, fit Robinet... Si nous en croyons la concierge...

Heureux celui qui pour devenir sage, Du mal d'autrui fait son apprentissage.

Ainsi disait, au moyen âge, le bon abbé de Belloc. Sa maxime, de nos jours, pourrait servir de devise aux malades qui ont pris les Pilules Pink. C'est bien, en effet, le mal d'autrui et aussi la guérison du mal d'autrui qui ont fait leur apprentissage. Comment les malades sont-ils parvenus à donner leur préférence aux Pilules Pink ? Simplement par ce seul fait que depuis trente ans, on ne peut pas ouvrir un journal sans y lire la relation d'une ou de plusieurs guérisons opérées par les Pilules Pink, guérisons bien authentiques, présentant toutes les garanties que l'on peut donner : nom, prénom, adresse et même portrait de la personne guérie.

Lorsqu'on se sent malade, on songe d'instinct à sa guérison. L'obsession latente des guérisons des Pilules Pink se réveille alors, on pense aux Pilules Pink, on prend les Pilules Pink, et bientôt après on guérit grâce aux Pilules Pink. Vous m'en croirez si je vous dis que les Pilules Pink n'auraient pas aussi bien réussi si elles n'avaient pas aussi bien guéri.

Et voici une guérison que j'ai soutenue pendant plus de dix ans.

Notre correspondant Mme Florentine Bret, demeurant à la Pierre-du-Guâ (Isère), écrit-elle, m'ont fait énormément de bien. Depuis plusieurs mois je n'étais plus satisfaite de ma santé. J'étais fatiguée, anémique et malade.

Je n'étais pas parvenue à enrayonner mon déclin. J'étais à bout de force lorsque, très heureusement, des personnes guéries par vos pilules ont eu l'occasion de m'en vanter l'efficacité. J'ai pris, moi aussi, votre bon remède et je n'ai pas tardé à constater une amélioration de mon état. J'ai retrouvé toutes mes forces, j'ai bonne mine, je mange avec beaucoup d'appétit et digère fort bien. En un mot, ma santé est très bonne.

Les Pilules Pink sont souveraines contre l'anémie, la chlorose, la faiblesse générale, les maux d'estomac, migraines, névralgies, douleurs, épuisement nerveux, neurasthénie.

Elles sont en vente dans toutes les pharmacies et au dépôt, Pharmacie Gablin, 23, rue Ballu, Paris : 3 fr. 50 la boîte, 17 fr. 50 les six boîtes, franco, plus 0 fr. 40 par boîte, montant de la nouvelle taxe applicable aux spécialités pharmaceutiques depuis le 1^{er} juin.

M^{me} FLORENTINE BRET.

— Dites donc, maître... Il y a aussi Ludendorff qui ne passera pas au second tour.

LES LIVRES



M. MARCEL PRÉ VOST PHOTOGRAPHIÉ DANS SON CABINET DE TRAVAIL, A PARIS

D'UN POSTE DE COMMANDEMENT. BATAILLE DE L'AILETTE (23 octobre-2 novembre), par Marcel Pré vost, de l'Académie française.

A l'encontre des rois abhorrés, quelle copie avec un curieux respect, la République n'a pas d'historiographie. Personne, en effet, n'est couché sur le budget, ou, comme on disait autrefois, appointé, pour décrire les batailles actuelles. Car, je vous le demande, peut-on sérieusement donner le nom d'historiens ou d'historiographes aux anonymes rédacteurs de ces communiqués fleuris d'extraordinaires néologismes dont la brièveté et la martellée sont les seuls ornements ? Je sais bien qu'un Polybe rédivif ajoute, chaque trimestre, à la montagne de ses tomes guerriers, un nouveau tome... Mais, cela entre, si l'on ose dire, dans la classe des monuments plus imposants par le labeur, le poids et la masse que par la décision de la ligne et l'agrément des détails.

Toutefois, un académicien a pris sur lui de combler la lacune. Car un Immortel c'est un fonctionnaire, n'est-ce pas ? La fondation du grand cardinal, qui compte dans son sein notre président et quelques ministres, est aujourd'hui, au-dessus des Parlements, une sorte de Chambre des pairs, aussi politique que littéraire... entendez ceci, je vous prie, sans épi gramme.

Se souvenant donc des Boileau et des Racine qui, juchés comme des pincettes sur de pacifiques haquenées, faisaient pendant la campagne de Hollande la joie des généraux, il a suivi d'un poste de commandement toutes les péripéties de cette furieuse et glorieuse bataille qui nous a acquis la boucle de l'Ailette. Sa narration est donc, sinon officielle, du moins officieuse. Elle est claire, il paraît, on le sent, en homme qui coiffe le bicorne de polytechnicien avant celui d'Immortel. Son récit ne languit pas.

Vivacité, chaleur, horreur, intérêt... On trouvera dans sa bataille toutes les qualités du romancier, et, par surcroît, l'exactitude.

LA VIE SOCIALE DE PIERRE DUPONT documents inédits par Lucien Ghislé

Sommes-nous bien curieux de connaître les idées sociales du chanteur des *Boeufs* ? La moindre petite chanson bucolique inédite ferait bien mieux notre affaire. Les bois, les champs se dépeuplent et reverdisent. L'amour les rejoint ; ils ne vieillissent pas ou, du moins, ils offrent au peintre et au poète l'illusion d'une résurrection mélancolique. Mais plus que toute autre vanité humaine, les rimes politiques passent et trépassent. Qui pourrait chanter aujourd'hui sans ridicule le *Chant des Nations* qu'entonnait, en 1847, flûtant de démagisme, le candide Dupont ?

Le jour des grands destins se lève
Au son du cuivre et du tambour :
O guerre ! c'est ton dernier jour !
Le glaive brisera le glaive
Et du combat naîtra l'amour !

Ou bien cet impayable *Chant du Vote*, naïve cantilène en l'honneur de Notre-Dame de l'Urne :

O République tutélaire,
Ne remonte jamais au ciel !
Idéal incarné sur terre
Par le suffrage universel !

— Brave Dupont, garde tes rêves de fraternité universelle... Quitte cette carnagie sanglante... Nous t'aimons bien mieux couronné de pampres, chantant les grands boeufs blancs marqués de roux !

Pourant, ces piètres rapacités jacobines furent prises au sérieux par les Dandins et les Bridoies du temps. Est-ce pas leur métier de prendre tout au sérieux ?

Au Coup d'Etat, l'innocent bucoliste se trouva roide ment mitraillé de cette curieuse pancarte policière :

« Dupont (Pierre), chansonnier, demeurant boulevard Beaumarchais, 26, à Paris. Sans antécédents judiciaires. Observations : démagogue exalté ; dangereux. A fait partie de toutes les réunions, de tous les clubs, de tous les comités de propagande. Délégué au Congrès rouge. Figurait dans tous les banquets démocratiques socialistes... »

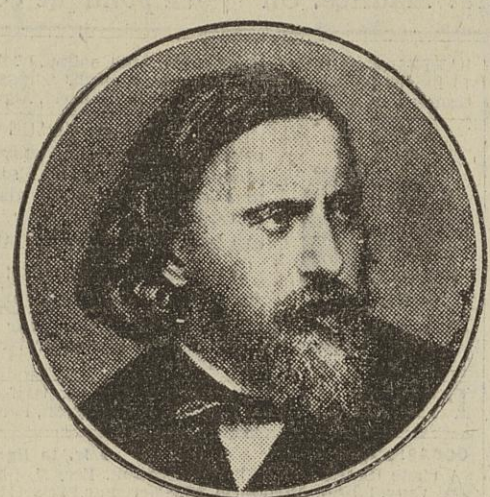
Banquets démocratiques... Congrès rouge... La commission mixte vit rouge, elle aussi. Elle condamna le citoyen-chansonnier à sept ans de déportation, qu'il ne fit pas d'ailleurs, grâce aux aimables princesses Mathilde et Amaéguil... grâce aussi au prince Jérôme Bonaparte et à George Sand.

Entre nous, Dupont (Pierre), chansonnier, était bien coupable. Non point, certes, d'avoir mis en péril, par ses ariettes, la dynastie heureusement régnante, l'ordre républicain, la nouvelle hiérarchie... Non pas d'avoir tenté d'étrangler l'Empire naissant... Mais d'avoir donné le coup de grâce à la chanson française, bien malade depuis Béranger.

Dans l'ancienne France, tout commençait, tout finissait par des chansons. Jamais on ne vit sous le ciel d'une nation si chantante. Nous étions l'alouette de la planète. Au corps de garde, au couvent, à la cour, à la ville, à l'atelier, aux champs, partout les flonflons, les lampons, les fredons, les repons, les bourdons, les turlutots... De la palette ou des clefs de son clavier, d'une voix pointue les éternelles vérités, jusqu'au trône du souverain, en passant par tous les ateliers de la ruche française, la chanson an-

maît et allégeait le labeur national. Vaudevilles, complaintes, pots-pourris, brunettes, calotins noëls, calotines... Chaque province, chaque état, chaque corps de métier avait ses refrains, à la fois vivants et traditionnels. Gaillards, indiscrets, sur l'air du chant ils passaient de bouche en bouche comme une caresse égrillarde et malicieuse. Ils s'accroissaient en marchant. La France était vraiment une monarchie absolue, tempérée par des chansons.

Comme les auteurs des plus grandes merveilles, ceux de ces petits mais exquis chefs-d'œuvre étaient inconnus. A peine a-t-on retenu le nom de quelques-uns ; celui d'Olivier Basselin, par exemple... Car, pour les Piron, les Panard, les Collet, les Gallet, les Grébillon, et puis les Desaugiers, les Lamoignon... ce ne sont point tout à fait des chan-



PIERRE DUPONT

sonniers. Ce sont des littérateurs qui contrefont, agréablement sans doute, mais laborieusement, la naïveté et le prime-saut des chansonniers populaires. Composés pour des coteries, leurs refrains, trop raffinés, trop épurés, trop précieux, ne furent jamais adoptés par le populaire, qui est le souverain maître en matière de chansons.

De ces petites odelettes anacréontiques on a fait maints recueils... C'est la preuve de l'éphémère et du fatras de tous ces trousse-pochettes, de ces chopineurs d'encre et d'hip-pocrène. Dites, que vaut une chanson quand elle n'est pas accompagnée par le choc des vers, quand elle ne vit pas dans la mémoire populaire, quand elle ne s'y accroît pas en marchant ? Que reste-t-il de l'œuvre si précieuse parce que politique de Béranger, gloire et tombeau de la chanson française ? Comme Rouget de l'Isle, qui se fâchait quand on appelait la *Marseillaise* une chanson, le père du roi d'Yvetot se guindait à la taille de feu Pindare, sans d'ailleurs avoir jamais bien su ce qu'était, chez les Grecs, ce chantre de cochers olympiques.

« Purgons nos desserts de chansons à boire », formule-t-il, je ne sais plus où. Déplorable Diafoirus ! Ah ! oui, la chanson française a été purgée et même expurgée. Elle en est quasiment crevée. Elle est tombée dans l'obscénité et la haine de caste. Il ne s'agit plus de rire mais de grincer des dents. On ne parle plus de verser le joyeux vin de France, plein de philosophie, de bonhomie et de malice... mais le sang, les métaphores et les plus déplorables lieux communs.

Sans doute la machine, avec ses halètements convulsifs, ses sifflets, ses hululements, a couvert les fredons de l'ancien atelier. Mais nos rues, en temps de paix, sont muettes. Elles ne retrouvent guère leur âme bourdonnante et collective que quand défilent nos soldats. Alors la vieille chanson française, exilée des villes trop pudibondes et des ateliers trop scientifiques, marche comme une vivandière épi que au milieu des héros... Elle leur verse son ironie, son optimisme. Comme au temps du Bérarnais et du Petit Tondeu, son rythme séculaire accourt les étapes et rend le sol élastique sous les godillots.

LA CÉANCE

Roman de temps de la guerre, par Henry de Forge, caporal au... territorial

En août 14, Edmond Rambaud, industriel quinquagénaire, pourrait tranquillement demeurer chez lui. Comme tant d'autres, les pieds à l'aise dans les pantoufles bourgeoises et les oreilles bien étouffées, il suivrait avec une patriotique anxiété, sur les cartes et les bulletins, les vicissitudes de la monstrueuse conflagration des peuples. Sans doute, il est célibataire. Mais n'a-t-il pas, quasiment à sa charge, les enfants de Jacques Rambaud, son frère, brave homme, sans doute, et excellent père, selon la formule... mais indolent, dodelinant, et comme somnolent dans la vie. Hormis son violon, dont il est idolâtre, rien ne passe sienne cet amolli.

Eh bien ! non ! En dépit de ses cinquante ans bien sonnés, Edmond Rambaud s'engagera pour obéir à feu son père. « Si jamais un lieu entre la France et l'Allemagne, a écrit ce dernier dans son testament, la guerre qui a été le souhait de toute ma vie, je charge mon fils Edmond de s'engager immédiatement... J'ai contre les Allemands une formidable créance de haine... et mon fils doit en hériter ! »

En effet, en 71, pendant que le père se baignait à l'armée de la Loire, la mère subit

les pires outrages d'un officier allemand... Depuis, elle est folle...

Voilà pourquoi l'ainé des Rambaud endosse stoïquement le glorieux harnais. Mais son âge trahit bientôt sa généreuse ardeur. Fourbu, réformé, il passe la consigne paternelle à son frère, le musicien doux et timide. O miracle de la guerre ! La poule mouillée cache un héros ! Il acquitte de son sang la terrible créance de 71.

Roman historique de la guerre... Eh ! oui. Déjà, la formidable réalité appartient au passé. C'est déjà, comme les autres grandes luttes humaines, bonne matière à romans et à pièces de théâtre. L'auteur peut y tailler à sa guise, prendre avec la vérité toutes les licences d'un Alexandre Dumas avec les mousquetaires de Louis XIII. Il y a, toutefois, cette différence qui n'est pas petite : la documentation de Dumas le père et des autres romanciers historiques était purement livresque... Ici, au contraire, la fable est tout ornée de vérités. L'ingénieur de Forge, romancier et caporal, a imaginé sa fable dans la tranchée. Il a poussé le souci de la documentation jusqu'à l'extrême mépris de la mort. Son œuvre, à la fois fabuleuse et brutale, est excellente littérairement et civiquement.

Jean-Jacques BROUSSON.

CONSEIL DES MINISTRES

Les membres du gouvernement se sont réunis en Conseil hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, et se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

Dans la magistrature

M. Nail, ministre de la Justice, a fait signer par le président de la République un projet de loi relatif à l'organisation, au recrutement et aux traitements de la magistrature et des juges de paix.

La surveillance des frontières

M. Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la justice militaire, a soumis à la signature du président de la République un projet de loi tendant à édicter pendant la durée de la guerre des peines correctionnelles contre les personnes ayant franchi ou tenté de franchir irrégulièrement les frontières ou ayant transporté des correspondances non contrôlées ou ayant transmis ou reçu des signaux.

Les droits politiques aux indigènes algériens

Le ministre de l'Intérieur a présenté à la signature du président de la République un projet de loi sur l'accèsion des indigènes musulmans algériens aux droits politiques.

Credits additionnels

Le ministre des Finances a fait approuver un projet de crédits additionnels concernant les dépenses exceptionnelles des services civils.

Les propositions contenues dans ce projet s'élèvent à 382 millions dont 296 millions et demi pour les ministères militaires.

Les suppléments affectés aux dépenses exceptionnelles des services civils atteignent 85 millions et demi. Les principales demandes ont pour objet de faire face à l'augmentation des dépenses d'entretien des évacués et réfugiés (36 millions) ; de majorer de 5 francs par mois, à la charge de l'Etat, les allocations attribuées par les lois des 14 juillet 1905 et 14 juillet 1913 aux vieillards, infirmes et incurables, et aux familles nombreuses (27 millions) ; d'assurer la mise en application de la loi du 4 mai 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées (20 millions).

THÉÂTRES

Opéra. — L'Opéra annonce, pour jeudi prochain, 16 mai, la reprise de *Suite de danses*, le charmant ballet romantique inspiré par la musique de Chopin, avec Mlle Zambelli, Mlle Barbier, Meunier, Schwarz, M. Aveline dans les rôles principaux, et, pour le samedi 23 mai, la première représentation de *Rebecca*, de César Franck.

Dimanche, le rôle de Thaïs, dans l'opéra de Massenet, sera interprété par Mme Bugg. Lundi, en soirée, *Faust*, avec Mme Lubin dans le rôle de Marguerite.

Capucines. — Le succès de l'amusant spectacle des Capucines augmente avec le nombre des représentations : de plus en plus nombreux sont ceux qui veulent voir ou revoir *Paris au bleu* ! la spirituelle revue de M. Hugues Delorme, et *Une petite fois*, la délicieuse comédie de M. Maurice Hennequin.

TOUT PARIS VA AUX FOLIES-BERGÈRE pour y applaudir la fameuse revue

QUAND MÊME !

30 tableaux, 100 artistes, 300 costumes LA GRANDE CURIOSITÉ DU JOUR

LES PIEDS NICKELÉS avec les clowns François, Jules et Albert GRAND SUCCÈS

ARGENT DE SUITE

LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS DE LONDRES et de NEW-YORK paraissent toujours en premier

A L'OLYMPIA

LE PREMIER DE NOS MUSIC-HALLS

TOUS LES JOURS EN MATINÉE 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31

et tous les soirs à 8 h. 30

20 NUMÉROS AMUSANTS

LA JOURNÉE :

Opéra, relâche ; demain, 7 h. 30, *Rigoletto* ; *Suite de Danses*, de Chopin.

Comédie-Française, 8 h., *L'Abbé Constantin*.

Opéra-Comique, relâche ; demain, 1 h. 30, *Mireille* ; 7 h. 30, *Sapho*.

Odéon, 7 h. 45, *La Robe rouge*.

Vaudeville, 2 h. 30, *Faisons un rêve*.

Porte-St-Martin, 8 h. 15, *La Flamme*.

Ambigu, 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*.

Palais-Royal, 2 h. 30, *La Cagotte*.

Châtelet, 8 h., *La Course au bonheur*.

Antoine, 8 h. 30, *M. Bourdin, professeur*.

Gymnase, 8 h. 45, *Petite Reine*.

Athénée, 8 h. 30, *La Dame de chambre*.

Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*

Trionon-Lyrique, rel. ; samedi, 8 h., *Si j'étais roi*.

Edouard-VII, 8 h. 45, *La Folle nuit*.

Capucines, 8 h. 30, *Paris au bleu* ; revue ; *Une petite fois* ; *Pour dire quelque chose*.

Scala, 8 h. 30, *Amour et Cie*.

Grand-Guignol, 2 h. 30 et 8 h. 30, *L'Expérience du docteur Lorde, le Triangle*.

Déjazet, 8 h. 30, *La Classe 36*.

Th. des Arts, 8 h., *Les Gosses dans les ruines*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère (Gut. 02-59), 8 h. 30, la revue *Quand même* 2 actes, 35 tableaux, 100 artistes.

Olympia (Cen. 44-08), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall (20 numéros amusants).

Casino de Paris, 2 h. 30 et 8 h. 30, Mistinguett, Chevalier, Rose Amy, Magnard dans la revue.

CINÉMAS

Gaumont-Palace, relâche ; demain, matinée, 2 h. 15, et soirée, 8 h. 15.

MONTE-CARLO

SAISON D'HIVER 1917-1918

HOTEL DE PARIS

RÉPUTATION MONDIALE

Chauffage central

A PROXIMITÉ DES TERRASSES DU CASINO

Ouvert toute l'année

TISANE BONNARD

DELICIEUSE LAXATIVE PURGATIVE

0.50 la boîte toutes Pharmacies.

VARICES

Immédiatement et radicalement soulagées par le port rationnel des Bas élastiques de V.A. CLAVERIE, fabricant, 234, Faubourg Saint-Martin, PARIS. Lisez l'intéressante Notice sur les Varices, envoyée gratuitement sur demande, ainsi que la façon de prendre les mesures et tous renseignements désirés.

PASTILLES MIRATON

Constipation

2.50 CHATEL GUION 2.50

CREME MARGUERITE TEMPLEY

D'HORTYS-PARIS

AVEC DES REINS MALADES

on n'est jamais tranquille, car à tout moment une aggravation peut se produire. Il importe donc de soigner tout mal de dos, même le plus bénin, et le meilleur moyen est de faire usage des

PILULES FOSTER

POUR LES REINS

Elles font disparaître l'inflammation et rendent l'activité nécessaire aux reins et à la vessie pour chasser du sang l'acide urique en excès.

La Boîte : 3.50 ; 6 Boîtes : 20 fr., Imprimé en plus 0.40 par Boîte.

Dans toutes les Pharmacies ou franco : H. BIRAC, Pharmacien, 25, rue St-Ferdinand, Paris-17.



TOUX PASTILLES CATARRHES BRONCHITES GUÉRISSEMENT

BRACHAT

SAINT-GERMAIN, 6, RUE DU HAVRE, achète plus cher que tous BIJOUX, PERLES, ARGENTIERIE, RECONNAISSANCES, etc.

MALACEINE

POUDRE DE RIZ

Adrien VELY.

